

FMI, Banque centrale européenne, Union européenne



Ils veulent SAIGNER le PEUPLE GREC

Malgré un plan d'austérité aux conséquences dramatiques pour la population, la crise est loin d'être terminée. Aujourd'hui, les classes dirigeantes craignent un effet domino. La seule solution est l'annulation de la dette.

Il y a encore quelques jours, Evángelos Vénizélos était au service des marchands d'armes. Ministre de la Défense, il annonçait par exemple, en février, l'achat à Israël de bombes «guidées» SPICE pour équiper les chasseurs aériens grecs. 100 millions d'euros viendront ainsi gonfler la lourde facture militaire de la Grèce, 5^e importateur mondial d'armement. Vénizélos vient d'être nommé vice-Premier ministre et ministre des Finances à l'occasion d'un remaniement gouvernemental visant uniquement à resserrer les rangs du Pasok pour faire passer un

nouveau plan d'austérité au Parlement, le 28 juin. L'homme a bien compris sa mission: «Je quitte le ministère de la Défense pour entrer dans une véritable guerre.» Celle que Papandréou et l'Union européenne ont déclenchée contre le peuple grec. Et pour que les choses soient plus claires encore, le FMI a demandé lundi aux dirigeants européens de cesser leurs «enfantillages improductifs», puis a réécrit leur dernier communiqué sous forme d'ultimatum. Chacun joue donc bien sa partition. Mais la symphonie déraile.

L'effet récessif des plans de rigueur est plus important que ne l'avaient estimé les autorités. Le PIB grec diminue pour la troisième année consécutive (-2% en 2009, -4,5% en 2010, -3,1% prévu en 2011), tandis que le taux de chômage s'envole à 16%. Contrairement à ce qui était prévu, l'État grec ne pourra pas emprunter sur les marchés financiers en 2012. Le pseudo-plan de sauvetage mis en place par l'Union européenne est donc un échec.

SUITE PAGE 2

M 04249 - 108 - F: 1,20 €



REGARDS

Armatis en lutte: 200 euros en plus!

Page 2



ACTU

Carrefour condamné pour les salaires discount. Page 4



PARLONS-EN

L'adieu aux armes?

Page 9

Agenda

23 juin, Un bateau pour Gaza, projection, Paris 19°. Pour soutenir la campagne Un bateau français pour Gaza, le collectif de Paris 19° organise la projection du film *Un mur à Jérusalem* qui sera suivie d'un débat. RV à 19h30, salle polyvalente, 7, rue Pierre-Girard (M° Laumière).

23 juin, justice des mineurs, rassemblement, Paris. RV à 18 heures, place Herriot, derrière l'Assemblée nationale (lire p. 12).

23 juin, incinérateur, rassemblement, La Défense. Le collectif contre l'incinérateur de Clermont-Ferrand (23 associations et soutenu par NPA, EÉLV, PG, Alterkolos) organise un rassemblement à l'Arche de la Défense à la tour GDF Suez Environnement qui est le constructeur de l'incinérateur. RV à 14h30 à l'Arche de la Défense.

24-29 juin, Lettres et révolutions, Paris. Autour de la sortie de *Lettres et révolutions* de Flavia Castro, film bouleversant dont l'histoire nous est si proche, six projections-débats sont organisées, en présence de la réalisatrice :

- Vendredi 24 à 20h30 au Reflet-Médicis, avec Nicolas Philibert, cinéaste.
- Dimanche 26 à 16 heures au Nouveau Latina, avec Paulo A. Paranagua du Monde.
- Mercredi 29 à 20h30 au Nouveau Latina, avec Alain Krivine.

24 juin, débat nucléaire, Beauvais. Débat « Nucléaire, en sortir c'est urgent ! » organisé par le NPA de l'Oise, avec Claude Kaiser, membre de la commission écologie du NPA. RV de 19 à 22 heures, ancienne mairie de Voisinlieu, rue de Paris, Beauvais.

25 juin, Marche des fiertés lesbiennes, gay, bi et trans, Paris. RV à 14 heures à Montparnasse. Point fixe du NPA à 14h30 au pont de Sully. (lire aussi pages 6 et 7).

25 juin, psychiatrie, rassemblement Paris. Le collectif des 39 contre la nuit sécuritaire appelle à un rassemblement contre la réforme de la loi sur la psychiatrie. RV à 14 heures à République.

28 juin, librairie La Brèche, Paris. La commission écologie du NPA, la société Louise-Michel et la librairie La Brèche ont le plaisir de vous inviter à une soirée débat autour du livre, *Ce à quoi nous tenons* d'Émilie Hache, chercheuse en philosophie de l'environnement. RV dès 18 heures, 27 rue Taine, Paris 12° (M° Daumesnil). Un pot suivra.

30 juin, M-real, rassemblement, Alizay (Eure). Rassemblement national de la branche papetière et des secteurs en lutte de la région haut-normande pour « le gel de toutes les suppressions d'emplois », à l'appel de la CGT et de la CGC du site, du « collectif pour le maintien et le développement de l'emploi chez M-real » de la totalité des mairies alentour ainsi que des partis EÉLV, NPA, PCF, PS, UMP-NC du territoire. RV à 12 heures pour un barbecue géant et à 15 heures, départ en manif.



Ils veulent saigner le peuple grec

SUITE DE LA PAGE 1

Avant son adoption, le taux d'intérêt des emprunts publics à deux ans culminait à 6,5%. Il atteignait 12% début 2011, 20% en avril et... 30% ces derniers jours. Les dirigeants européens savent que la restructuration est inévitable. Seuls le calendrier et les modalités font actuellement l'objet de négociations. Angela Merkel explique depuis sept mois que les créanciers privés doivent contribuer au coût de la restructuration de la dette. Aujourd'hui, tout en réaffirmant que cette contribution doit être « substantielle », elle précise qu'il n'existe « aucune base légale pour une participation obligatoire » des créanciers. Pourquoi ?

Les dirigeants tentent de trouver une issue sans légitimer les revendications des indignés de tous pays en faveur de la réquisition des banques ou d'une répudiation des dettes publiques. Les classes dominantes aimeraient toutefois limiter la contagion de la crise. Or, la plupart des titres de créance grecs sont détenus par des banques européennes. Celles-ci ont encore le droit de valoriser ces créances à leur coût d'acquisition. Mais cette fiction comptable va bientôt se dissiper, provoquant des effets systémiques que nul

ne peut évaluer avec certitude. Une des sources d'inquiétude provient des « produits dérivés » de la dette grecque. N'étant pas téméraires, les acheteurs de titres souverains ont acquis des assurances (les CDS : Credit Default Swap) afin de se protéger contre le risque de défaut. Mais dans le merveilleux monde de la finance globalisée, l'assureur est diffus : c'est en fait un ensemble de spéculateurs.

EFFET BOULE DE NEIGE

La restructuration grecque pourrait donc avoir des répercussions en cascade, comme en 2008 lorsque la crise des subprimes avait été démultipliée par la « titrisation ». Pour éviter un tel scénario, les dirigeants insistent sur l'idée que la restructuration doit se faire « sur une base volontaire ». En effet, avant de rembourser un assuré, tout assureur vérifie que le risque n'a pas été encouru volontairement mais provient bien d'un événement non prévu. En acceptant que son débiteur le rembourse moins, un créancier perdrait donc sa couverture d'assurance. L'effet boule de neige serait évité. C'est du moins ce que souhaite le président de la BCE, Jean-Claude Trichet. Mais

l'interprétation du caractère « volontaire » de la restructuration est entre les mains d'une association internationale (l'ISDA), composée... de banquiers et financiers.

Quand bien même le risque lié aux CDS serait neutralisé, la propagation pourrait emprunter d'autres canaux. L'accélération de la crise grecque intervient dans un contexte très tendu. En Espagne, début juin, la plus grande banque du pays (Santander) n'est parvenue à placer que la moitié de son émission obligataire d'un milliard d'euros. Quelques jours plus tard, Telefonica a dû annuler l'introduction en Bourse d'une de ses filiales. La semaine dernière, les titres publics belges, puis italiens, ont été rétrogradés par les agences de notation. La crise va se poursuivre. L'urgence politique est d'unifier les mouvements pour l'annulation des dettes illégitimes et de montrer qu'une issue progressiste implique la remise en cause de la libre circulation des capitaux et de la propriété privée du système bancaire.

Philippe Légié

regards

Propos recueillis par Yoann S.

Armatis en lutte : 200 euros pour toutes et tous !

Valérie, Nicole et Françoise travaillent au centre d'appel Armatís, situé à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Avec plusieurs dizaines de leurs collègues, elles sont en lutte depuis le 30 mai pour obtenir 200 euros net d'augmentation, ainsi que des tickets restaurant pour l'ensemble des salariéEs.

Pouvez-vous vous présenter ?

Françoise Pedretti, je suis depuis onze ans chez Armatís, en tant que téléconseillère senior. Je suis syndiquée à Force ouvrière, et j'étais auparavant à la CGT.

Nicole Albouy, je suis rentrée à Armatís il y a quinze ans. Je suis déléguée syndicale FO et sans poste fixe dans l'entreprise depuis plusieurs années.

Valérie Di Paola, je suis téléconseillère senior à Armatís depuis avril 2000, et à la CGT depuis 2001. Je suis déléguée du personnel au comité d'entreprise depuis 2001 et élue au CHSCT depuis 2004.

Quelles sont les conditions de travail dans votre entreprise ?

Notre centre d'appel a la spécificité d'être un centre d'appel en réception : nous enchaînons les appels, sans possibilité de maîtriser les cadences. Certains services reçoivent 100 appels par jour, d'autres plus.

Beaucoup d'appels sont difficiles à gérer, par exemple des usagers victimes de coupures d'électricité, avec lesquels il faut avoir de l'empathie et écouter malgré les difficultés et les pressions. Des collègues ont des problèmes de fatigue auditive qui peuvent mener à la surdité avec les appels à répétition et l'atmosphère de bruit permanent. Également de la tension oculaire à force de rester devant les écrans. Le travail est pénible, mentalement dur, et seules des activités annexes (syndicalisme, activités personnelles) permettent de tenir. Nous avons 30 minutes de pause par jour, en plus du repas. Nous sommes un prestataire externalisé, nous sous-traitons pour des donneurs d'ordres. Donc nous n'avons pas les droits, acquis et conventions collectives qui peuvent avoir les salariéEs des centres d'appel des grandes entreprises, comme EDF.

Armatís vend notre savoir-faire, mais nous ne recevons rien en retour. On garde malgré tout la fierté de notre travail, notre formation, nos compétences, notre confiance en nous. Nous sommes valorisés par les gens qui appellent, mais pas par notre patron.

Comment votre lutte s'est-elle déclenchée ?

Le 13 mai, avait eu lieu un débrayage à la suite d'un appel de la CGT. Le 20 mai, une réunion des délégués du personnel s'est tenue pour demander des comptes à la direction sur les augmentations de salaires de certains managers. On nous a répondu que c'était en raison de leurs performances, ce qui a soulevé l'indignation des salariéEs. Les salaires plafonnent à 1 100 euros net depuis dix ans, alors que le patron-actionnaire a touché 223 000 euros de dividendes en 2009 ! Le 30 mai, les salariéEs ont fait une journée de grève, suivie d'une demi-journée le 31, puis de deux autres jours de grève les 6 et 7 juin.

Quelles sont vos revendications ?

Nous voulons 200 euros net d'augmentation, intégrés au salaire fixe, ainsi que des tickets restaurant pour tous. Nos revendications ne sont pas négociables.

Quelles sont vos perspectives ?

Nous devons rester mobiliséEs et uniEs. Lundi 20 juin, il y a un appel national et intersyndical à la mobilisation dans les centres d'appel, sur la question des salaires. Nos collègues d'Armatís-Calais seront en grève.

Quel est votre sentiment sur ce qui se passe en ce moment dans le monde arabe, en Grèce, en Espagne ?

C'est la récession partout ! Comment peut-on en arriver à un État entier, la Grèce, en situation de faillite ? On fait payer la crise aux salariés. Le gros fait payer le petit.

Beaucoup de salariés sont originaires du Maghreb, et on peut penser que les révolutions arabes ont un impact, même inconscient. Exemple-phare avec les salariéEs en grève criant comme slogan devant un DRH : « Nous sommes tous des Tunisiens ! » Les salariéEs en parlent, il y a une prise de conscience.

Auriez-vous un message à faire passer ?

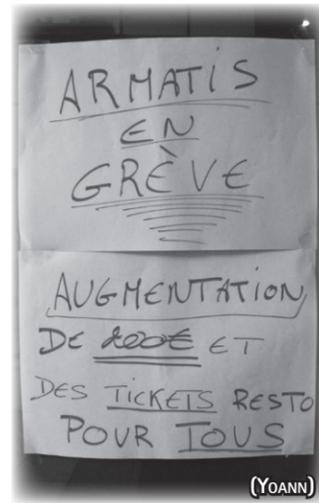
Nous remercions le NPA pour son implication, les collectes, la présence d'Olivier Besancenot ! Mais nous ne remercions pas notre direction.



(YOANN)



(YOANN)



(YOANN)

Le PCF derrière Mélenchon

Le vote des militantEs du PCF vient de confirmer mais à une majorité plus restreinte que lors de la Convention nationale, le choix de Mélenchon pour représenter le Front de gauche.

À l'issue de la consultation des adhérents du PCF, sans surprise, Jean-Luc Mélenchon a été élu candidat du Front de gauche pour 2012 par 59,12% des votants. Une conclusion mal acceptée par bien des militants qui y voit l'affaiblissement et l'effacement de leur parti.

Ce vote confirme celui de la Convention nationale (avec alors 63,6% des voix), le 5 juin dernier. Pierre Laurent y voit un «choix clair, net et massif». Mais les deux candidats opposés à Mélenchon, André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme, et Emmanuel Dang Tran, responsable d'une section PCF parisienne, opposé au Front de gauche, obtiennent respectivement 36,82% et 4,06%. Dans certaines régions, la contestation s'est exprimée plus fortement. André Chassaigne avait reçu le soutien d'André Gerin, candidat dit «orthodoxe», pour mettre en échec le Front de gauche. Il obtient la majorité absolue dans dix-sept fédérations et devance Mélenchon dans cinq des principales fédérations du parti, le Nord, le Val-de-Marne, le Pas-de-Calais, le Rhône ou la Seine-Maritime. Par ailleurs, sur les 138 000 adhérents dont se revendique le PCF, seuls 69 227 étaient à jour de cotisation et pouvaient participer à la consultation. 48 636 l'ont fait.

La direction du PCF tente de faire bonne figure pour resserrer les rangs autour de l'ancien ministre socialiste. «À Jean-Luc, désormais notre candidat, je veux dire la valeur de notre engagement et de celui de tous les communistes»,

a déclaré Pierre Laurent. «Je sais que tu mesures la responsabilité qui est la tienne, tu peux compter sur nous [...] pour une grande et belle bataille unitaire, rassemblée, nous y veillerons ensemble». André Chassaigne a appelé les contestataires à jouer le jeu: «Quel qu'ait pu être notre choix pour la désignation du candidat du Front de gauche, entrons et participons sans retenue à la bataille qui s'engage.» C'est tout l'intérêt de l'appareil du parti et de ses élus. L'accord sur le nom de Mélenchon pour la présidentielle était assorti d'un accord sur les législatives lui réservant près de 80% des circonscriptions. Est-il besoin de rappeler que l'élection d'éventuels députés passe nécessairement par un accord avec le PS?

Ce pacte donnant-donnant permet à la direction du PCF de justifier auprès des militants son choix mais il ne suffit pas à masquer la réalité d'un rapport de forces qui ne cesse de se dégrader pour un parti très affaibli contraint de s'effacer.

DÉCLIN

Il faut remonter à 1974 pour trouver une présidentielle sans candidat PCF. Ce dernier avait alors fait le choix de sacrifier ses propres intérêts sur l'autel de l'Union de la gauche. Depuis, ses scores n'ont cessé de reculer, dégringolade accélérée par ses deux participations gouvernementales sous Mitterrand d'abord puis sous Jospin. Si en 1981, Georges Marchais obtenait 15,3%, André

Lajoinie 8,6% en 1988, puis Robert Hue 3,37% en 1995 et 2002, Marie-George Buffet, en 2007, s'effondrait à 1,93%. Grâce au Front de gauche, le PCF espère sauver l'essentiel pour lui, ses élus. Mais il ne peut en fait qu'accentuer son déclin. Mélenchon, loin d'être son sauveur, refait le coup de son mentor, Mitterrand, une OPA qui n'a d'autre objectif que de servir ses ambitions personnelles. Il ne peut être un candidat pour regrouper les anticapitalistes pas plus que le FdG ne peut leur offrir un cadre politique. Ils ne représentent en rien une alternative indépendante du PS dont ils auront besoin pour les élections législatives. Leur stratégie s'inscrit dans la perspective d'une nouvelle union de la gauche, leur programme dans

celle de la «révolution par les urnes».

Nous regrettons le choix de la Fédération pour une alternative sociale et écologique, la Fase, de rejoindre le FdG et de soutenir Mélenchon. Dans les élections à venir comme tous les jours dans les quartiers et les entreprises, nous voulons continuer notre bataille pour regrouper les anticapitalistes, aider à l'unité du monde du travail et de ses organisations, porter ses aspirations et ses exigences, le refus de payer les frais de la crise, l'annulation de la dette au nom de laquelle les banques et les États étranglent les peuples.

Yvan Lemaître

ON EST D'ACCORD SUR RIEN...

ON EST TOUS D'ACCORD LA-DESSUS!



Par Laurence Lyonnais

AUTOMOBILE : LA DOUBLE EXIGENCE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

L'année 2010 a enregistré le record mondial des émissions de gaz à effet de serre mais aussi de chaleur depuis un siècle avec sécheresses, crises agricoles et alimentaires... Au même moment, l'industrie automobile mondiale bat le record de ventes avec 3,6 millions de véhicules pour PSA Peugeot Citroën. Le même groupe envisage près de 6 300 suppressions d'emplois. Alors que le pétrole devient rare et cher, notre air irrespirable, l'industrie automobile illustre les ravages du capitalisme et de son productivisme destructeur. Elle symbolise la casse humaine car les «bons résultats» de PSA s'accompagnent de cortèges d'intérimaires, d'une augmentation des cadences, du travail la nuit et les dimanches, de menaces de fermetures d'usines, d'un chantage aux délocalisations.

Aucun miracle technique venu d'un véhicule prétendu «plus propre» ne permettra de sortir du règne de la concurrence ni de l'aberration écologique et économique d'un système de surproduction et de gaspillages qui mise sur la voiture individuelle plutôt que sur les transports collectifs. Pour défendre leurs emplois, leurs conditions de travail, les salariés de la filière auto n'ont d'autre choix que de s'organiser et d'unir leurs résistances, en refusant la concurrence entre les sites et le soutien à des plans de relance bidons. La production de nouveaux véhicules ne réglera rien, ni pour l'écologie ni pour l'emploi, alors que les restructurations et liquidations des sites ne visent que l'augmentation de la productivité pour toujours plus de profits.

C'est un plan de conversion sociale et écologique empiétant sur le pouvoir du capital qui serait nécessaire. Tout comme nous revendiquons une mise sous contrôle de la filière énergétique, avec la réquisition de grands groupes comme Total. Nous devons exiger que la production des modes de transport se fasse sous contrôle de la population et des salariés, dans le respect des objectifs environnementaux.

Il faut lier les luttes qui naissent sur le terrain, sans préalable, et à partir de celles-ci, porter l'exigence de l'appropriation collective des grands moyens de production et du partage du temps de travail. Pour arrêter les dégâts sur notre santé et notre environnement et pour ne pas rester les instruments d'un capitalisme ravageur.

leur monde

Histoire extraordinaire d'un harcèlement très ordinaire.

Jacques Mahéas est sénateur PS de Seine-Saint-Denis et maire de Neuilly-sur-Marne. Il semblerait qu'il ait du mal à contrôler ses pulsions. Ainsi, il avait l'habitude de tripoter la gardienne de la mairie quand elle faisait sa ronde le soir. Au point que celle-ci ne supportant plus la situation a bénéficié d'un arrêt de travail de quatre mois. Puis ayant eu vent de ce que le maire a reporté son harcèlement sur une autre employée, elle a décidé de porter plainte. Condamné par le tribunal correctionnel, le jugement est confirmé en appel puis en cassation, en 2010. Mahéas est donc condamné à 10 000 euros d'amende et 35 000 euros de dommages et intérêts. À la suite d'une campagne médiatique spectaculaire impliquant aussi bien les quotidiens que les hebdomadaires, la télé que la radio, le PS s'émue et radie illico le délinquant de ses rangs. Sarkozy, toujours sur la brèche pour ce qui est des droits des femmes, demande en conseil des ministres

qu'un projet de loi soit rédigé afin que toute condamnation d'un élu pour harcèlement sexuel soit systématiquement accompagnée d'une peine d'inéligibilité et que le harceleur soit tout de go démis de ses mandats.

C'est ainsi que le harcèlement sexuel a rapidement disparu dans les institutions de la République.

Enfin... presque. Parce que dans la vraie vie, si le harcèlement a bien été reconnu par les différents niveaux de l'institution judiciaire, si la condamnation à une amende et à des dommages et intérêts a été prononcée, l'affaire s'est arrêtée là. Lorsque Femmes solidaires et l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT), qui soutenaient la plaignante, ont adressé une lettre à Martine Aubry pour demander l'exclusion de Mahéas du PS, elles ont eu beau scruter leur boîte à lettres, la première secrétaire a omis de leur répondre. Quant à Sarkozy interpellé par les deux associations en 2006, il n'a

pas brillé par une quelconque prise de position. Il faut dire qu'est également fautive la campagne médiatique. Selon une enquête menée par Arrêt sur images, cette affaire qui a fait l'objet d'une dépêche AFP (ces dépêches sont à la source de nombreux articles), n'a été reprise ni par Libé ni par le Monde, pas plus que par les JT de TF1, France 2 ou France 3. Il semble que seul le Parisien l'aurait évoquée dans ses pages locales. Il faut dire qu'en France, comme l'a encore montré l'affaire DSK, la presse a tendance à confondre conduite délictueuse, comme le harcèlement ou les agressions sexuelles, avec la vie privée.

Quant au PS, avec près d'un an de retard, il serait en passe de retirer sa carte du parti au coupable. Depuis que DSK a été arrêté, le nombre de témoignages sur le harcèlement, au travail en général et par des élus en particulier, explose. De nombreux journalistes y sont allés de leur mea culpa... pourvu que ça dure...

M6, la petite chaîne qui... la ferme.

Lors de l'enregistrement de l'émission *Capital*, le journaliste Guy Lagache ose poser une question sur la sûreté des centrales nucléaires à Eric Besson. Celui-ci s'en offusque (en effet, la question ne se pose pas du tout) et quitte le plateau en pleine interview: «Allez, je vous laisse. Je me casse». L'enregistrement fait le bonheur d'internet pendant trois jours. Dimanche soir, l'émission est diffusée, le spectateur avide se demande comment le clash va être expliqué... Arrive l'interview du ministre, et... rien ne se passe. Le clash a été coupé au montage! Au point que Besson se permet d'envoyer un tweet expliquant qu'il a monté l'affaire avec Lagache pour donner un coup de pouce à l'audience! Quant à Lagache, pas un mot, le départ de Besson n'est même pas évoqué. Besson est décidément un véritable adepte de Sarkozy. La prochaine fois, il ira peut-être même jusqu'à dire au journaliste «casse-toi pov con!»

Amplifier la lutte antinucléaire

Samedi 11 juin, nous commémorions les trois mois de l'accident de Fukushima. Nous venions d'apprendre que trois réacteurs étaient en fusion depuis les premiers jours qui ont suivi le tsunami. Ce fait honteusement caché à la population japonaise et au monde entier pendant plusieurs mois est une preuve supplémentaire de la gestion catastrophique de cette crise par Tepco et le gouvernement japonais.

Hasard des dates, les 11 et 12 juin étaient organisés en Italie trois référendums, dont un portait sur la relance du programme électro-nucléaire. En 1987, à la suite de Tchernobyl, l'Italie avait décidé par référendum d'abandonner l'énergie nucléaire, jugée trop dangereuse. Berlusconi, depuis plusieurs années, avait fait de la relance du nucléaire une de ses propositions emblématiques. Les opposants au projet, notamment les associations de lutte contre le nucléaire, avaient obtenu qu'un référendum soit organisé sur la question. Et la réponse a été sans appel : plus de 90% des votants

ont refusé. Le coup d'arrêt porté à la filière est une immense victoire pour le peuple italien. Il arrive dans un contexte incertain où l'industrie nucléaire tente de rebondir mais se confronte, après l'accident de Fukushima, à une méfiance grandissante. Plusieurs éléments encourageants doivent nous redonner espoir : annonce d'arrêt du nucléaire en Suisse, en Allemagne, victoire lors du référendum en Italie. Mais l'industrie nucléaire ne s'avoue pas vaincue, les projets en Inde, dans la province du Jaitapur, et la relance d'un cycle de construction de centrales en France en sont la preuve.

Ce même 11 juin, trois mois après Fukushima, des manifestations de protestation contre l'usage de l'énergie nucléaire étaient organisées dans plusieurs pays, notamment au Japon et en France. Côté français, des défilés à Paris, Marseille, Toulouse, Bordeaux... ont regroupé quelques milliers de manifestants (environ 5000 à Paris) autour de mots d'ordre réclamant la sortie du nucléaire. Mais dans la lutte antinucléaire, le cas français est très

particulier. Il est la pointe avancée du nucléaire à l'échelle mondiale. L'appareil d'État et la filière industrielle électro-nucléaire sont intimement liés, et ce depuis des décennies, quelle que soit la majorité politique au pouvoir. Les moyens de l'État français sont d'ailleurs régulièrement mis à disposition de l'industrie nucléaire pour assurer sa promotion et son développement.

Pour ces raisons, combattre le nucléaire, en France, revêt un caractère très particulier. Rempporter cette lutte nécessite la construction d'un rapport de forces d'une grande intensité. Si les élections de 2012 peuvent être un point d'appui et de cristallisation pour le débat antinucléaire, nous devons être conscients que, quels que soient les résultats de ces élections, une sortie rapide du nucléaire (en dix ans par exemple) devra être imposée par la construction de mobilisations puissantes. Sur ce plan, bien qu'elles n'aient pas constitué une déferlante massive, les manifestations du 11 juin, la (re) mobilisations des militantEs antinucléaires depuis

le 11 mars sont des premières étapes pour élargir la contestation de la société nucléaire. Cela fait partie du débat que nous devons désormais avoir avec tout le mouvement antinucléaire.

Damien Joliton



10^e congrès CGT Santé Un souffle nouveau

Plus de 400 délégués étaient présents à Saint-Étienne, du 6 au 10 juin, dans l'ancien site de Manufrance. La mémoire de la lutte autogestionnaire des ouvriers stéphanois a dû inspirer les délégués (première participation pour 57% d'entre eux) pour ce congrès de la fédération CGT de la santé et de l'action sociale, placé sous le signe de la bataille pour plus de démocratie.

Dès le début, le débat a porté sur le bilan, avec de nombreuses critiques de la politique de la deuxième fédé de la CGT, notamment sur le manque de réactivité de la direction contre la loi HPST de Bachelot. Des militants ont dénoncé la signature de l'accord Tron prévoyant la transformation en CDI des contrats précaires du secteur public, une remise en cause du statut public, ont insisté sur la nécessité de faire converger les luttes sur les salaires.

Sur le mouvement des retraites, d'autres dénonçaient l'unité avec la CFDT, l'absence d'une politique indépendante de la CGT et d'un soutien aux blocages, des journées d'action sans perspective claire.

Dans son rapport introductif, Nadine Prigent (secrétaire sortante) n'a presque rien dit du projet de loi sur la perte d'autonomie, prochaine attaque d'ampleur contre la Sécu.

Optimiste, malgré l'application de la loi Bachelot qui dégrade profondément les conditions de travail et l'accès aux soins dans les hôpitaux, son introduction est apparue déconnectée de la réalité.

À Bernard Thibault venu nous expliquer qu'il fallait trouver des convergences de luttes, un camarade a répondu que les convergences, les patrons s'en chargeaient pour nous, notamment avec le vol de nos cotisations sociales, et qu'il était urgent de préparer l'affrontement contre le gouvernement et le patronat.

La secrétaire générale de la CGT Martinique a affirmé le besoin de combattre cette société capitaliste, seul moyen de combattre réellement la situation actuelle!

Sur le plan démocratique, la « commission des écrits » élargie par les délégués a imposé le vote d'amendements contradictoires, ce qui ne s'était pas vu depuis très longtemps, de mémoire de « vieux » délégués...

Plusieurs amendements importants ont été intégrés par la commission, ou votés largement par le congrès : le retrait du projet de loi issu de l'accord Tron, le « tous ensemble » contre le projet de loi sur la perte d'autonomie et la nécessité de faire converger les luttes, l'abrogation de toutes les lois sur les retraites, et le refus de la disparition des unions fédérales de la santé privée et de l'action sociale organisées dans la fédération.

Les délégués ont aussi imposé l'élection d'une commission des candidatures...

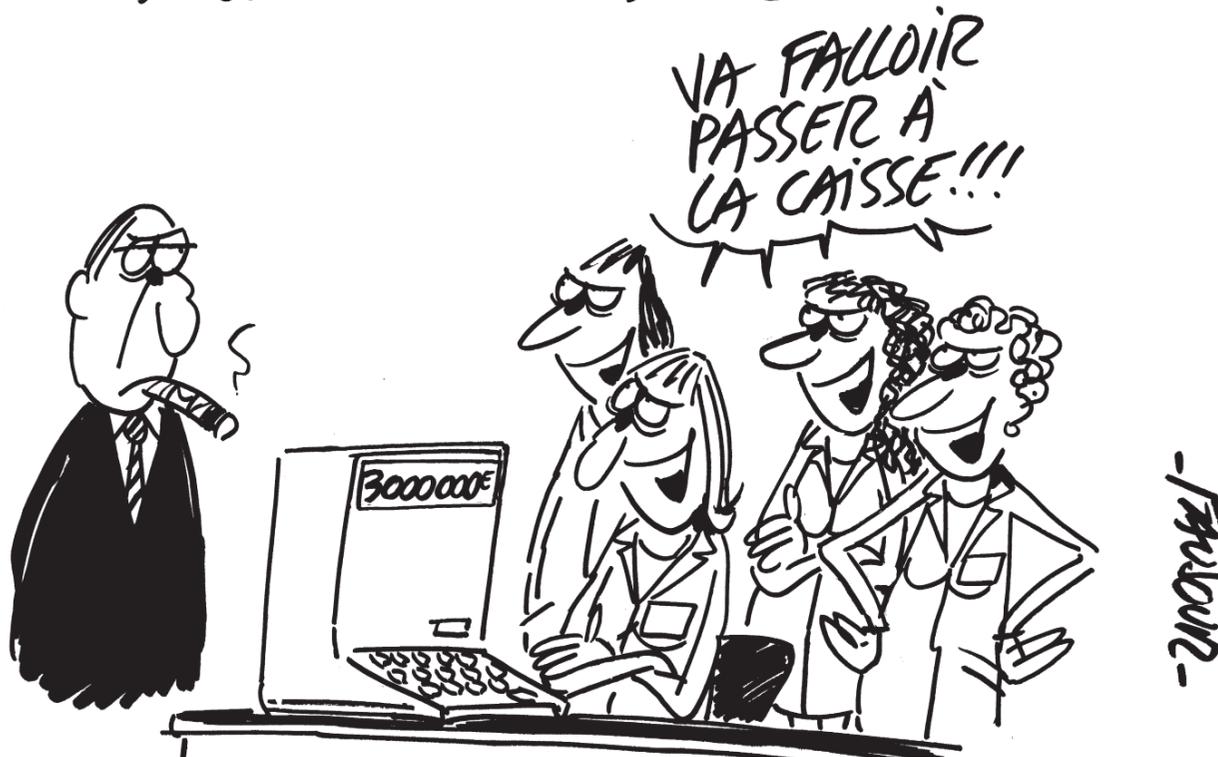
Un vote important : le texte de bilan de la direction sortante n'a été approuvé que par 51% des délégués ; environ 29% ont voté contre et 20% se sont abstenus.

Les textes d'orientation ont majoritairement été votés... avec les amendements.

Le bilan de ce congrès est très positif : les délégués ont imposé la démocratie. Reste à préparer la suite : faire respecter par la nouvelle direction le mandat de ce congrès et poursuivre la construction d'une CGT de lutte!

Correspondants

CARREFOUR CONDAMNÉ



Carrefour : la justice dit non aux salaires discount !

Le tribunal d'Évry vient de condamner Carrefour à une amende record pour avoir payer ses salariéEs en dessous du Smic. Cette décision constitue une victoire pour l'ensemble des travailleurs, même si l'enseigne a bien sûr fait appel.

Dans la longue bataille judiciaire engagée par les syndicats contre le groupe Carrefour, le jugement prononcé le 14 juin dernier par le tribunal de police d'Évry marque certainement un tournant. En effet, l'instance judiciaire a condamné l'enseigne à verser, pour « paiement par un employeur de salaire inférieur au minimum mensuel garanti », une amende de 3,66 millions d'euros, ainsi qu'à payer des sommes comprises entre 300 et 1000 euros aux dix salariés qui avaient porté plainte individuellement, ainsi que 10000 à 15000 euros aux organisations syndicales qui avaient porté l'affaire devant les tribunaux. Cette décision concerne 1200 salariés répartis sur une douzaine de magasins de la région parisienne et du sud-est de la France. La direction conteste sa condamnation et s'est pressée de faire appel. Elle se défend en expliquant qu'en prenant en compte l'intéressement, la

participation, la mutuelle prise en charge par l'entreprise et la réduction de 7% réservée aux membres du personnel, ainsi que le salaire de base, la rémunération serait largement supérieure au Smic - en faisant le calcul sur l'année! Elle se garde bien de citer l'enquête menée par l'inspection du travail, qui avait évalué le manque à gagner de 4,53 euros à 45,148 euros par mois selon les salariéEs.

D'une certaine façon, cette question pourrait paraître anecdotique. Elle ne l'est pas, comme l'a souligné le DRH de Carrefour, Jean-Luc Masset, au cours d'une interview : « Ce type de jugement ouvre une interprétation du code du travail qui dépasse très largement le cadre de Carrefour et le cadre de la distribution sur : "C'est quoi le Smic? Quel est le contenu, quels sont les éléments fondamentaux du Smic?" » On ne peut que souligner la clairvoyance de cet homme : l'interprétation du

patronat n'est pas la même que celle des salariés et des syndicats. Depuis de nombreuses années, les entreprises de la grande distribution sont à la pointe des innovations ayant pour objectif le contournement des obligations légales. Elles ont développé le temps partiel et les contrats précaires à une échelle industrielle, mis en place un système d'exploitation de la main-d'œuvre particulièrement efficace tout en combattant toute forme d'organisation collective. En même temps, elles se présentent comme l'avant-garde de la lutte contre la vie chère dont le seul objectif serait de faire gagner du pouvoir d'achat au consommateur! Cette décision intéresse donc l'ensemble des employéEs du secteur car elle ouvre aujourd'hui la voie à de nouvelles démarches, auprès des prud'hommes notamment. Démarches qui devront être menées individuellement, contrairement à ce qui existe aux États-Unis, où la

loi autorise le regroupement des plaintes pour peser plus fortement.

Hasard du calendrier, la Cour suprême des USA vient de rendre son verdict concernant la plainte déposée par 1,5 million de femmes contre Wal-Mart pour discrimination. Cette « class action » record faisait trembler le puissant distributeur, qui évaluait lui-même le coût éventuel, en cas de condamnation, à plusieurs milliards de dollars. La Cour suprême considère que toutes ces femmes ne peuvent avoir subi la même discrimination : elles sont donc contraintes de poursuivre leur démarche individuellement, ce qui représente une pression moindre sur Wal-Mart : l'action a progressé à Wall Street! Défaite aux États-Unis et victoire en France, il s'agit des deux faces d'une même réalité : le nécessaire combat contre la discrimination et l'exploitation!

Henri Clément

La droite se maintient en Turquie

Les dernières élections ont consacré l'AKP qui bénéficie d'un soutien populaire malgré la politique de droite qu'il mène. Le Bloc pour le Travail, la Justice et la Démocratie qui regroupe les organisations kurdes et d'extrême gauche obtient 36 députés.

Les élections du 12 juin ont marqué l'approfondissement de la mainmise de l'AKP en Turquie (Parti de la Justice et du Développement, de droite). Ce parti, au pouvoir depuis 2002, a consolidé sa position avec 50% des suffrages (+3,3) alors que l'opposition parlementaire kémaliste dite de «gauche», le CHP, obtient 25,9% (+5,1) et l'opposition ultranationaliste du MHP recule à 13% (-1,3). Enfin, les «indépendants», soutenus par le Bloc pour le Travail, la Liberté et la Démocratie, dont l'élément central est le mouvement kurde et qui se présentaient individuellement pour éviter le barrage de 10% auquel sont soumises les listes des partis, ont obtenu 36 sièges.

Cette mainmise s'est manifestée de manière dramatique sous sa forme autoritaire durant la campagne électorale. En effet, dans les communes où se sont tenues des manifestations contre la venue du Premier ministre, R.T. Erdogan, la répression policière a été terrible. Cela a particulièrement touché la population kurde et les communes où la gauche radicale est implantée tel que Hopa sur la mer Noire, où un manifestant est mort et, par la suite, le bourg mis en état de siège. Cet épisode confirme l'autoritarisme croissant de l'AKP et toute manifestation peut désormais être assimilée à un soutien à «une organisation terroriste» (sans plus de précision).

Cependant, il serait tout à fait abusif de réduire le pouvoir de l'AKP à sa capacité de coercition – réelle – et à l'ascendant pris sur la hiérarchie militaire (avec laquelle les divergences ne sont pas fondamentales). L'AKP n'est clairement pas

un parti progressiste ni même le champion de la démocratie parlementaire, mais une organisation bourgeoise bénéficiant d'une importante clientèle populaire et capable de gérer ses réseaux de manière efficace à travers un maillage de branches, d'élus locaux, d'associations... Il est essentiel de comprendre que l'AKP bénéficie d'un véritable soutien populaire même s'il défend un programme bourgeois, n'hésite pas à attaquer les quelques mobilisations ouvrières et détruit les restes des droits sociaux... Et cela parce qu'il est en mesure de mener une politique de redistribution du fait d'un développement économique basé sur l'exportation dont découle une accumulation de capital inédite. Ainsi, les exportations de la Turquie sont passées de 28 milliards de dollars en 2000 à 132 milliards en 2008. Elles sont désormais en grande partie issues du secteur industriel dont la part est passée de 10 à 92% durant la même période avec l'émergence de nouvelles régions industrielles, notamment en Anatolie avec l'apparition de nombreuses PME et d'une bourgeoisie industrielle provinciale qui est la base la plus fidèle de l'AKP.

Dans cette situation, l'opposition la plus notable n'est pas constituée par les kémalistes, aux vagues considérations sociales, ou par les ultranationalistes mais par le Bloc. La composante principale en est le parti du mouvement kurde avec le soutien de petites organisations d'extrême gauche. Dans le marasme social en Turquie, la seule opposition de masse et structurée est le mouvement kurde quelles qu'en soient les contradictions.

De fait, la gauche radicale a quelques députés mais cela n'est dû qu'à la volonté du mouvement kurde de les faire élire afin d'avoir des relais non kurdes dans la sphère politique. Ainsi, en l'absence de réactions sociales de masse dans le reste du pays, c'est bien le mouvement kurde qui imprime le rythme d'une opposition sociale et politique en avançant ses propres propositions :

1) Sur la forme de l'État : une assemblée constituante pour un État reconnaissant la pluralité nationale en Turquie ou bien l'acquisition par ses propres moyens (y compris militaires) d'une «autonomie démocratique».

2) Sur la recomposition politique, en mettant en avant l'idée d'un «parti-toit» regroupant les «Kurdes, les socialistes, les écologistes, les féministes» pour reprendre les termes d'Abdullah Öcalan, fondateur de l'organisation politico-militaire kurde, le PKK, actuellement en prison et qui ouvre également la porte à des courants religieux.

Il s'agit probablement d'un enjeu pour le mouvement socialiste en Turquie : la nécessaire jonction avec le mouvement kurde doit-elle prendre la forme d'un supplément d'âme au sein d'une structure commune? Dans tous les cas, il semble difficile pour le mouvement socialiste de construire en ayant l'illusion d'avoir une base sociale (alors que l'essentiel de celle-ci lui est ponctuellement fourni par le mouvement kurde) et en Turquie comme ailleurs, de se complaire dans la division et un certain folklore remplaçant des débats sérieux.

Suren

La mobilisation s'amplifie en Grèce

Les indignés grecs continuent de s'opposer à la politique de Papandreou, mais pour gagner, une grève générale reconductible est indispensable.

Fidèle aux consignes de l'Europe et du FMI, le Premier ministre Papandreou a voulu la semaine passée proposer un gouvernement d'union nationale, en acceptant de ne pas le diriger. Cela a provoqué une surenchère de la droite et une rébellion de toute la direction du Pasok, non pour proposer une alternative, mais par crainte de tout perdre. Résultat de ces heures qualifiées de dramatiques par la presse : la farce s'est conclue par un très pâle remaniement, qui voit tous les courants du Pasok (même ceux qui renâclaient... en paroles) représentés dans les postes ministériels. Et, dans un dernier bluff, Papandreou annonce un référendum en septembre... sur de prétendues grandes orientations. Mais en fait, dès cette semaine, l'enjeu, rappelé dimanche par les donneurs d'ordre de l'UE et du FMI, c'est l'imposition de nouvelles mesures draconiennes (impôts, privatisations, baisse des salaires), pour obtenir la 5^e tranche (12 milliards d'euros) du plan «d'aide» et un éventuel nouveau prêt de 100 milliards. La réalité de cette «aide» est que désormais un chômeur sur deux le reste pour une longue durée, et cela dans tous les secteurs.

LA GRÈVE DU 15 JUIN

La grève générale, même dans le cadre voulu par les bureaucrates, a encore été massive, avec jusqu'à 100% de grévistes dans les entreprises publiques menacées de privatisation. Les manifs ont été partout énormes, faisant le lien avec le mouvement des indignés. À Athènes, la jonction a été clairement faite, et on a vu coude à coude des jeunes et des travailleurs tenter de renverser les grilles placées par les flics pour empêcher tout blocage du Parlement. Mais ce qu'il faut aussi souligner, c'est l'impressionnante réponse donnée par le mouvement à une inquiétante provocation (de secteurs de la police? Du gouvernement?): des incidents violents ont été orchestrés par des flics en civil (selon tous les témoignages), avec comme objectif de vider la place Syntagma, occupée depuis quatre semaines. Malgré le danger (jets de lacrymos y compris sur le coin médical du campement), les provocateurs ont été repoussés, et le soir même, la place revenait aux indignés! Et dimanche soir, pour la nouvelle journée européenne d'occupation des places, une partie des 10 à 20000 présents débattait sur la démocratie et les perspectives. C'est moins que les autres fois, certes, mais cela se passait entre les deux temps forts constitués par le succès du 15 juin et les manifs qui s'annoncent pour mardi, jour du vote de confiance au Parlement!

PERSPECTIVES

Ce mouvement intergénérationnel impressionne par sa force, à l'échelle de tout le pays (y compris avec aujourd'hui une vingtaine de «mouvements» sur des places de quartiers ou de banlieues d'Athènes). Cela dit, les faiblesses existent. Le KKE (communistes) garde une attitude sectaire et organise ses propres rassemblements de son côté. L'extrême droite nationaliste bien que très minoritaire a été assez visible dimanche soir et pourrait marquer des points si le mouvement piétine. Il existe des risques de surestimation d'un mouvement très faible encore quant aux perspectives politiques. L'urgence est donc d'approfondir le lien entre mouvement ouvrier organisé et les indignés : que ce soit mardi 21 juin ou la semaine suivante (grève générale de 48 heures!), la perspective sociale et politique à mettre en avant est celle de la grève générale reconductible.

Andreas Sartzekis, Athènes, le 20 juin



Istanbul, le 5 juin. Sebahat Tuncel, candidate «indépendante» soutenue par le Bloc pour le Travail, la Liberté et la Démocratie. (REUTERS/MURAD SEZER)

Syrie : les promesses de Bachar al Assad ne suffiront pas!

Un air de fin de règne semble enfin souffler sur la Syrie. Signe éditant du flottement de la dictature, des employés de l'État ont été réquisitionnés pour le démontage des statues d'Hafez al Assad, symboles oppressants du pouvoir, érigés dans chaque ville. Devançant une colère populaire qui ne cesse de grandir malgré la répression, le pouvoir, tant bien que mal, tente de sauver les meubles. C'est dans le grand amphithéâtre de l'université de Damas, devant un auditoire à sa botte, que le président, dans un discours fleuve, a une nouvelle fois tenté de désamorcer la contestation. Après l'habituelle théorie du complot, toujours invoquée pour justifier l'insoutenable répression, puis les menaces contre les «responsables des effusions de sang qui devront rendre des comptes»,

les téléspectateurs syriens ont eu droit à un appel au «dialogue national». Tentant enfin de reprendre la main sur une situation politique qui lui échappe, le pouvoir essaie de gagner du temps, en annonçant la tenue d'élections législatives au mois d'août, suivies en septembre d'une réforme constitutionnelle. L'abrogation de l'article de la Constitution assurant l'hégémonie du parti Baas, principale revendication de l'opposition, est clairement évoquée. De tels engagements, pris il y a six mois, auraient pu satisfaire pour partie l'opposition... ils ne sont plus audibles aujourd'hui. La révolte populaire ne craint plus la répression, et des manifestations se sont déroulées le soir même de l'allocution présidentielle exigeant encore et toujours, la fin du régime! Entraînée par une dynamique qu'elle

ne contrôle plus, la présidence a annoncé mardi 21 juin une nouvelle loi d'amnistie générale. Cette mesure (importante) a pourtant peu de chance d'être jugée suffisante par l'opposition. Mise en grande difficulté par la persistance d'un mouvement social ininterrompu depuis plus de quatre mois, la dictature conserve néanmoins des atouts et un pouvoir de nuisance que lui confère la place particulière de la Syrie dans la région. Les affrontements intercommunautaires entre alaouites et sunnites qui ont éclaté à Tripoli, capitale du Nord-Liban le 17 juin, sont directement liés à la situation en Syrie. Ils ne constituent qu'un avertissement limité de ce qu'il pourrait advenir en cas de déstabilisation du régime de Damas. Le gouvernement turc pour sa part ne cache pas sa volonté

d'utiliser l'affaiblissement actuel de son voisin du Sud, pour exercer des pressions visant à faire nommer un membre des Frères musulmans au poste de Premier ministre.

Plus personne ne doute, Bachar al Assad le premier, que les jours de la dictature sont aujourd'hui comptés. L'avenir de la Syrie doit être décidé par les Syriens eux-mêmes, en dehors de toute pression, qu'elles viennent des États ou de faux amis. C'est le sens du rejet par l'ensemble des organisations syriennes de toute ingérence impérialiste et de toute opération militaire, comme le suggèrent les va-t-en guerre regroupés autour de Bernard-Henri Lévy.

Alain Pojolat

**RV à Paris,
départ à
14 heures de
Montparnasse
à Bastille**

Marche des

nous n'attendr



Il y a quatre victimes de l'homophobie chaque jour selon le rapport SOS homophobie 2011... Et combien qui ne se signalent pas? Malgré le Pacs et la relative visibilité que nous avons conquise, nos vies de lesbiennes, gays, bisexuelles et trans sont toujours faites de discriminations et de violences. Il y a un mois à Paris, une personne trans a été lynchée et laissée pour morte. On nous répète que voter (utile) en 2012 serait le mieux que nous aurions à faire. Hier traitéEs comme des pestiféréEs, nous sommes devenuEs une cible électorale. Les principaux partis nous promettent leur charité pour faire oublier leur hostilité ou leur passivité une fois au pouvoir. Le rejet récent à l'Assemblée nationale du droit à la procréation médicalement assistée pour les lesbiennes et de l'ouverture du mariage pour les personnes de même sexe montre que l'acharnement de la droite à défendre l'homophobie d'État n'a d'égal que ses attaques constantes contre les classes populaires. Le tout est illustré par les propos de Barèges («*et pourquoi pas des unions avec des animaux?*»), de Vanneste («*aberration anthropologique!*») et de Sarkozy («*Je ne voudrais pas qu'on laisse croire qu'il y a des discriminations ou de l'homophobie dans le sport.*») Le PS et ses alliés sont désormais favorables au mariage et à l'adoption, ce qui leur permettra de s'opposer à Sarkozy... au moins sur un sujet.

Rien ne justifie qu'on remette toujours à plus tard l'égalité des droits. Mais il faudra plus que des promesses électorales: tous les acquis ont été imposés par des luttes et ne pourront être conservés que par elles, tout comme de nouveaux droits ne pourront être conquis que de la même façon! Et quelle confiance pouvons-nous avoir en l'État et ses institutions? Il y a 35 ans, la police nous harcelait et nous fichait dans les registres des préfectures. Cette année, à Tours, elle a molesté plusieurs manifestants de la Marche des fiertés, mais n'a pas empêché les provocations d'un groupuscule d'extrême droite... Quant aux lois, elles ne suffiront pas, comme elles ne suffisent déjà pas à garantir l'égalité femmes-hommes. Les pays où le mariage et l'adoption sont accessibles à tous (Belgique, Espagne...) ne sont pas pour autant des paradis LGBT, car c'est le fonctionnement même de cette société qui est en cause. L'hétérosexisme est inscrit dans les gènes du capitalisme. Nous ne voulons pas nous contenter du minimum: nous voulons changer toute la société. Avec celles et ceux qui n'ont rien à attendre, notre unité et notre solidarité seront notre force. Nous devons compter sur nos mobilisations!

L'égalité des droits, et après?

Un nouveau débat vient d'avoir lieu à l'Assemblée nationale pour l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Sans surprise, ce projet de loi présenté par le PS (laissant de côté toutes les questions de parentalité) a été rejeté. Depuis que l'homosexualité n'est plus considérée comme un «fléau social», des droits ont été gagnés et la situation des personnes LGBTI¹ a changé. Il est devenu plus facile pour beaucoup de s'affirmer même si l'hétérosexualité reste la norme dominante et en tant que telle une source de violence et d'oppressions. Mais cette tolérance est conçue comme une contrepartie pour laquelle les personnes LGBTI sont devenues un électorat à conquérir, une clientèle à courtiser pour les périodes électorales et pour générer une marchandisation qui exclut et discrimine en uniformisant les désirs, les corps, les sexualités... et qui tente d'uniformiser le discours militant autour de la simple revendication du mariage. Nos oppressions sont multiples, diverses et politiques. Elles

s'appuient sur des systèmes de domination dont elles sont à la fois les conséquences et les instruments. C'est pourquoi la simple égalité des droits ne changera pas en profondeur le système hétéro-patriarcal et capitaliste qui s'appuie sur les normes de genre, le sexisme, les violences au travail et dans la sphère privée, la précarité, les destructions des solidarités collectives, la marchandisation des existences et des corps, le tout sur fond de concurrence de toutes avec toutes. Remettre en cause ce système implique une résistance de manière globale, en articulant les luttes contre les oppressions avec les luttes contre l'exploitation. Imposer de nouveaux droits et de nouvelles conquêtes politiques ne passera que par la lutte pour l'égalité et l'émancipation, contre celle inégalitaire et criminelle du capitalisme.

1. Lesbiennes, gays, bisexuelles, transsexuelles, intersexuées.

Disposons de nos corps et de nos existences!

Le droit à disposer de son existence, c'est avoir la possibilité de s'assumer en dehors du cadre familial qui est souvent un des premiers vecteurs d'oppression. Lorsque leur entourage n'accepte pas leur identité et/ou leur sexualité, les individus sont contraints à l'enfermement, à l'invisibilité, ou à des situations de précarité parfois dramatiques. C'est souvent à l'enfance ou à l'adolescence qu'on découvre sa sexualité. Mais c'est aussi souvent une période de conditionnement social qui engendre des comportements violemment homophobes et machistes: dans chaque école, collège ou lycée, l'injure «pédé» retentit plusieurs dizaines de fois par jour. Chaque année en France, des centaines de jeunes gays et lesbiennes se retrouvent sans ressources, chassés par leurs parents. Ce contexte explique que les tentatives de suicide soient quatre à sept fois plus nombreuses chez les jeunes homosexuelles que chez les jeunes hétérosexuelles... Le droit à disposer de son existence, c'est aussi le droit d'assumer son identité, de pouvoir changer de genre et/ou de sexe sans être réduit à l'état de pathologie. C'est lutter contre

les oppressions spécifiques des femmes et des lesbiennes. Moins payées, plus précaires, plus touchées par le chômage, elles sont soumises à la violence des normes patriarcales, mais aussi à la violence des normes hétérosexuelles qui assujettissent les corps et les vies des femmes aux désirs des hommes. Enfin, le droit à disposer de son corps suppose de vivre affranchiEs de diktats religieux et moralistes.

C'est pourquoi, nous luttons pour :

- Le droit au logement
- Une allocation autonomie pour la jeunesse
- Le droit à la protection sociale
- La dépathologisation des trans
- L'égalité des salaires hommes/femmes
- Le droit à disposer de son corps et de sa sexualité comme on veut et avec qui on veut.

Le droit à la santé et l'accès aux soins

Trente ans après l'apparition du sida et alors que l'État vient de liquider le droit au séjour pour soins, l'épidémie démontre à nouveau que la santé est une arme au service d'un projet inégalitaire et hétéro-patriarcal. Désormais un étranger souffrant d'une grave pathologie et vivant sur notre territoire pourra être expulsé vers la mort par les autorités préfectorales. Ils sont environ 28 000 en France aujourd'hui. La santé est une arme géopolitique, elle permet de maintenir des populations entières dans un état de dépendance et de soumission vis-à-vis des pays dits du «Nord». La santé est une arme politique qui fait le tri entre les «bons» et les «mauvais» malades en fonction de critères racistes, sexistes, classistes et LGBTI-phobes. Elle ne leur donne pas le même accès aux soins et à la prévention et révèle combien l'universalisme affiché ne bénéficie en réalité qu'à quelques-uns. Ces politiques inspirées et/ou secondées par les religions jettent l'anathème sur des groupes ciblés (trans, toxicomanes, prostituéEs, détenuEs) et des populations entières. La santé est une arme économique, car la logique du profit l'emporte toujours sur la vie des personnes. Cette logique est rendue possible par la propriété privée des brevets médicaux, et induit la privatisation toujours plus grande des services publics de santé. La santé est une arme hétéro-patriarcale, qui assigne les identités de sexe et de genre, qui pathologise, psychiatrise,

généticise celles et ceux qui se retrouvent hors des normes. De plus, les laboratoires pharmaceutiques font leur beurre sur le dos des malades, laissant littéralement mourir les populations dites du «Sud», en particulier les malades atteints du sida.

C'est pourquoi nous défendons :

- La dépathologisation des trans et l'accès libre aux traitements médicaux
- L'arrêt des mutilations des enfants intersexes et l'autodétermination
- La santé gratuite pour toutes et tous
- L'abrogation de la loi Hôpital patients santé territoires (HPST)
- La santé et les moyens de protection gratuits pour toutes et tous. Le développement et un financement public de la recherche sur la prévention et les traitements.
- La production et la distribution de traitements contre le sida à travers l'abolition de la propriété privée des brevets médicaux. L'expropriation, sans rachat ni indemnités, de l'industrie pharmaceutique sous contrôle des travailleurs, des associations de malades et de la population.
- L'interdiction du don de sang aux seules personnes ayant eu une réelle prise de risque.

Fiertés 2011

Ons pas 2012!

Face aux oppressions mondiales, solidarité internationale!

À l'heure actuelle, neuf pays infligent la sentence capitale pour les personnes reconnues coupables d'entretenir des relations homosexuelles : l'Arabie saoudite, l'Afghanistan, la Mauritanie, le Soudan, le Nigeria, le Yémen, le Pakistan et les Émirats arabes unis, et l'homosexualité reste pénalisée dans 80 pays. Cette année encore, la Gay Pride de Moscou a été refusée par les pouvoirs locaux et les manifestantEs ont été attaqués par des groupes religieux et politiques extrémistes. La Gay Pride de Croatie a été prise à partie par 10 000 manifestants nationalistes et conservateurs, et celle du Monténégro a été annulée par les organisateurs car ils craignaient pour leur sécurité. À l'heure des révolutions arabes, dans un contexte international de guerre impérialiste et de rhétorique du « choc des civilisations », les luttes et mouvements LGBTI se retrouvent parfois

être un enjeu politique instrumentalisé comme symbole des valeurs occidentales. Les LGBTIphobies n'ayant ni religions ni frontières, il nous faut construire une véritable solidarité internationale, qui prenne en compte les réalités locales et qui soutienne les formes de luttes et d'affirmation dans leur diversité.

Pour cela, nous exigeons :

- L'application du droit d'asile pour les LGBTI victimes de violences, de répression et de persécutions
- La régularisation de toutes et tous les sans-papiers, en couple ou célibataires
- L'abrogation des lois racistes sur l'immigration et l'asile.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)



(PHOTO THÉQUE ROUGE/TAOUS)



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

Le Québec et son Plan contre l'homophobie

Le 20 mai dernier, le ministre de la Justice Jean-Marc Fournier a présenté dans un centre culturel du quartier gay de Montréal un grand plan d'action contre l'homophobie prévu sur cinq ans et pour lequel seraient investis près de 7,1 millions de dollars canadiens. Cette initiative coordonne un grand plan d'action porté par onze ministères. En effet, des campagnes de sensibilisation sont programmées pour 2012 et 2014. Ce plan d'action prévoit aussi la création d'un Bureau de lutte contre l'homophobie, ayant en charge l'articulation et la coordination des différentes actions, notamment entre les différents ministères. Le plan comporte d'importantes subventions pour les associations de lutte contre les LGBTIphobies. Par ailleurs, il est aussi prévu la création d'une chaire de recherche à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dédiée aux recherches concernant l'homophobie, la deuxième du genre après celle de Harvard. « Encore aujourd'hui, nous ne pouvons nier que l'homophobie est présente dans la société. Les mesures que nous annonçons aujourd'hui permettront de prêter main-forte à celles et ceux qui luttent contre l'homophobie et qui combattent quotidiennement les préjugés. » Qu'un ministre de la Justice tienne ce discours devrait nous mettre la puce à l'oreille. On se doit de constater que l'égalité des droits, alors qu'elle est bien mieux appliquée au Canada qu'en France (pour rappel, la loi prévoit la possibilité de mariage et d'adoption pour les personnes de même sexe), n'est pas une solution miracle contre les LGBTIphobies ordinaires. Si cette revendication est essentielle, elle n'est jamais qu'une

étape, et ne saurait être la garantie de la fin des oppressions que subissent les personnes LGBTI. En France, on constate à travers le mot d'ordre affiché pour la Marche des Fiertés de cette année (« Pour l'égalité: en 2011, je marche, en 2012, je vote ») qu'une partie de l'Inter-LGBTI, tenue par des partisans socialistes, participe à cette politique qui transforme les personnes LGBTI en cibles électorales (comme l'UMP a pu le faire pour les élections de 2007, ou aujourd'hui le PS). On voit aussi que l'extrême droite, à l'image de la politique d'État néerlandaise, se sert de la communauté LGBTI pour impulser une politique xénophobe (Marine Le Pen n'hésite pas à dire que « dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, ni homosexuel, ni juif, ni même Français ou blanc », surfant sur la vague de la compétition entre les opprimés). Il ne faut pourtant pas nous tromper de combat. Nous devons aujourd'hui encore nous battre contre le système sexiste et hétéro-patriarcal, instrument employé par le système capitaliste et marchand, pour nous dominer et nous imposer des normes et des places qui bafouent nos désirs et nos vies. Il faut refuser d'être une cible électorale qui sert à cautionner une politique qui viserait à stigmatiser une minorité au profit d'une autre, mais maintenir une logique de solidarité incompressible entre les différentes minorités opprimées. Si ce grand plan au Québec est une belle avancée dans les luttes contre les discriminations envers les personnes LGBTI, il est à espérer que les actrices et acteurs locaux s'empareront de cet outil pour porter un discours réellement émancipateur.

Nos revendications

Contre les oppressions et les discriminations, un plan d'urgence maintenant !

- La création et le financement public, incluant la participation des associations LGBTI, de structures d'accueil, d'écoute, d'assistance et d'hébergement pour les victimes d'homophobie et de transphobie.
- Une allocation d'autonomie pour toutes et tous les jeunes et un revenu décent pour toutes et tous (pas de salaires, de minima sociaux et de pensions en dessous de 1500 euros net) pour pouvoir s'assumer hors du cadre familial.
- Le droit de se marier pour toutes et tous ainsi que l'égalité fiscale et les mêmes droits pour tous

les couples, mariés, pacsés, en concubinage et les célibataires.

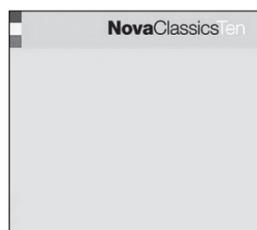
- Le droit pour toutes et tous à la filiation, à l'adoption et à la procréation médicalement assistée.
- Une réelle dépathologisation des personnes transidentitaires. La suppression des tests dits de « vie réelle » et le remboursement intégral des traitements hormonaux et des opérations. Le changement d'état civil sur simple demande et la suppression de la mention du sexe sur les documents officiels et la carte vitale.
- L'arrêt des mutilations des personnes intersexuées.

Pour prendre contact avec la commission LGBTI du NPA : contact-lgbti@npa2009.org ou sur Facebook sur la page officielle : NPA LGBTI



<http://prison.eu.org>

Le réseau Ban public nous informe qu'un 41^e détenu a trouvé la mort (par suicide ou mort suspecte) dans une des prisons françaises depuis le début de l'année. Pour rompre le silence et l'isolement de la prison, l'association Ban public a vu le jour à l'hiver 1999. Lien symbolique entre le dedans et le dehors, ce site indépendant recueille témoignages, études et rapports consacrés aux prisons et aux prisonniers. Autour d'anciens détenus, de journalistes, d'artistes, d'universitaires et d'associations de citoyens, Ban public informe et suscite la réflexion. Parce qu'il est urgent de réagir, visitez ce site.



MUSIQUE

NOVA CLASSICS 10

Nova records/Wagram

« Il n'y a pas de précurseurs, il n'existe que des retardataires », disait Jean Cocteau. Radio Nova semble s'amuser à le signifier avec gourmandise par l'intermédiaire des sorties régulières de ses compilations, parmi lesquelles les patrimoniales « classics », dont le dixième opus vient de sortir. Ces dernières s'avèrent sûrement d'ailleurs les plus cruelles envers la génération « deezer ». L'esprit de cette série s'apparente en effet à ces K7 que l'on confectionnait à l'adolescence et dont l'éclectisme possédait pour seule excuse la passion sincère qui en anima la sélection. Tous les divers styles musicaux y sont dignement représentés avec pointillisme, du funk sur-sampilé de Gwen McCrae au reggae dancehall de Barington Levy, sans oublier l'étonnant groove de la pop de Tom Tom Club. Le reste des 17 titres procure un plaisir équivalent.

King Martov



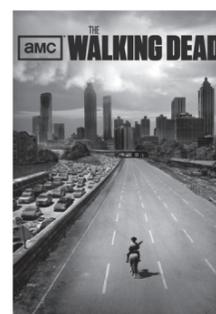
LIVRES

VIES DE JOB

Pierre Assouline

Gallimard / 21,50 euros
Biographe réputé, Assouline pose, sous son titre, la mention « roman ». Il revendique ainsi le côté libre de son entreprise : il nous raconte son expérience de ce texte biblique, *le Livre de Job*, et retrace les rencontres et les réflexions que l'œuvre a provoquées chez lui. Y compris les plus hasardeuses, du nom d'un papier à cigarettes à celui du patron d'Apple. Les commentaires qu'ont apportés à la misère de Job sur son fumier les exégètes bibliques de toutes les époques, mais aussi les écrivains, les peintres etc., sont passés en revue : si, pour lui, l'histoire de Job est un mythe fondateur de la pensée humaine, il nous démontre qu'il n'est pas le seul à l'apprécier ainsi... Il évoque en passant l'analyse de René Girard (Job comme bouc émissaire) mais omet d'en citer une conséquence intéressante, le parallèle avec Œdipe. La grande leçon de ce livre n'est jamais explicitée, bien qu'évidente : si l'orthodoxie a raison, si ce texte est vraiment dicté par Dieu, il perd tout intérêt, devenant seulement la vantardise exaspérante d'un potentat peu ragoûtant.

Paul Louis Thirard



DVD

THE WALKING DEAD (2 DVD)

Tirée d'une bande-dessinée culte, la série *The Walking Dead* s'inscrit dans la grande tradition des films de zombies à vocation politique. Le strict récit horrifique, où un groupe d'humains tente de survivre dans un monde apocalyptique envahi de morts-vivants cannibales, sert ainsi de théâtre à un morbide dézinguage de la société américaine. Le héros, ancien shérif qui se réveille du coma dans un univers vidé de tous ses repères, tente ainsi de mener sa petite troupe vers un improbable éden tandis que le reste du pays essaie juste de les dévorer avec un appétit complètement gratuit et aveugle. Fidèle à l'esprit du comics, les six premiers épisodes se révèlent une grande réussite dans un genre qui en dit toujours plus que la simple succession de massacres et de scènes gores.

K. M.



CINÉMA

UNE SÉPARATION

Asghar Farhadi

Une séparation est sans aucun doute une œuvre formidable à mettre sur le podium des grands films qui marqueront cette année 2011. Dans une société iranienne que la caméra éloigne de bien des clichés occidentaux, le réalisateur balaie bon nombre de questions de société. Un témoignage bouleversant sur la difficulté de la dépendance des personnes âgées et de leur famille, le couple puis l'enfant dans ce couple, la justice (bien loin du show américain), la religion ; Asghar Farhadi filme avec profondeur ces différents thèmes. Les comédiens jouent avec brio. Déroutants par la brillance de leur jeu, ils parviennent à rendre toute la complexité de ces personnages. Cet essai contemplatif et philosophique nous fait douter du début à la fin, ajoutant à cette délicieuse cuisine un grain de suspense. Le cinéma iranien nous offre une fois de plus une œuvre époustouflante qui aurait mérité sans aucune doute une Palme à Cannes.

Thibault Blondin

l'essai

LA RUE DES PRÉCAIRES

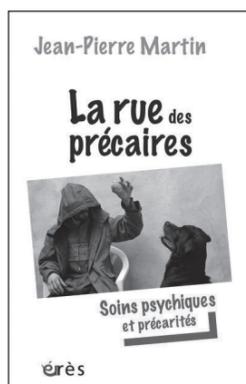
SOINS PSYCHIQUES ET PRÉCARITÉS

Jean-Pierre Martin

Érès

222 pages

23 euros



La « souffrance psychique » des « exclus » est devenu un sujet sur lequel se penche la compassion médiatique. Mais c'est aussi une réalité que côtoient quotidiennement travailleurs sociaux ou professionnels de santé engagés dans l'aide ou le soin à ces hommes et ces femmes « en trop ».

À partir de son expérience de psychiatre de service public et de militant, Jean-Pierre Martin montre les dangers d'une approche de l'errance qui la transformerait en « trouble du comportement » relevant de réponses normatives, de traitements ou de soins imposés.

C'est pourtant dans cette voie que sont aujourd'hui engagés la psychiatrie et le travail social, sous l'impulsion des politiques libérales qui opèrent le basculement de l'État « social » à l'État « pénal ». C'est aussi celle qui menace « l'humanitaire ».

Le livre fournit une analyse précise des effets désastreux, pour les pratiques d'aides et de soin, de la soumission des institutions sanitaires et sociales au « management » et aux politiques sécuritaires.

Il montre également les alternatives qui ont pu se construire, notamment avec les équipes « psychiatrie précarité », et leur démarche d'aller vers ceux qui ne demandent rien. Le soin commence par être un « prendre soin », de personnes qu'il ne s'agit pas d'invalider mais de respecter.

Ce livre, au-delà des professionnels de la psychiatrie et de l'action sociale, concerne les militants intéressés par la dimension subjective de la misère et de la précarité.

Jean-Claude Delavigne

LIVRES Vers l'apocalypse numérique ?

À l'ère des technologies numériques, des avions sans pilotes et des missiles télécommandés, quelles formes prendrait un conflit mondial ? Cette question est au cœur d'un premier roman très réussi.

Comment réagiraient les principales puissances de la planète si les systèmes informatiques civils (télécommunications, réseaux bancaires...) tombaient en panne les uns après les autres, après des piratages de grande envergure ? Et que se passerait-il si l'infrastructure militaire était elle aussi atteinte ? Les attaques cybernétiques font désormais régulièrement la une des journaux, et les États investissent massivement dans des structures de veille technologique et de contre-mesures informatiques. À partir de tous ces éléments, Goldstein imagine une intrigue géopolitique où la multiplication d'attaques informatiques conduit le monde au bord du chaos : tout part d'un renversement de direction à Pékin et du développement d'une stratégie de la tension à l'encontre de Taïwan, qui vise à obtenir de nouvelles technologies de maintien de l'ordre auprès des USA. Mais les meilleurs plans ont leurs failles et, petit à petit, les choses dérapent, plongeant tous les décideurs dans l'incertitude. Quels sont les ennemis, les alliés ? Qui ment pour préserver ses intérêts ? Les données circulant par le réseau informatique sont-elles fiables ? L'auteur s'efforce d'appréhender le basculement du monde : dans la tragédie qu'il met en scène, la Chine tient désormais l'un des premiers rôles. Le récit s'appuie sur de nombreux faits réels, développés dans un appareil de notes qui permet des rappels intéressants, comme l'erreur informatique du 26 septembre 1983 en URSS, qui faillit déclencher l'escalade nucléaire. Il aborde en même temps les questions relatives au contrôle des populations et aux capacités

de surveillance démultipliées par les technologies informatiques. Les controverses en cours autour des activités de Google et de son recueil de données viennent d'en souligner à nouveau les enjeux. Comme les révolutions arabes sont venues démontrer la puissance que représente l'outil internet du point de vue des mobilisations. Ces derniers événements mettent en relief l'une des lacunes du roman : l'absence complète des peuples, qui se trouvent relégués au rang de simple spectateurs des événements. L'auteur a beau faire citer Jaurès par l'un de ses personnages : « D'une guerre européenne peut jaillir la révolution... mais aussi des crises de contre-révolution, de nationalisme exaspéré, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux... » (p. 648), il n'en reste pas moins qu'il ne parvient à appréhender les événements que du point de vue des cabinets gouvernementaux. Pour contrebalancer cet aspect, il se concentre par moment sur le personnage de Julia, dont le libre-arbitre sera déterminant, ce qui crée des longueurs qui auraient pu être évitées. Malgré ces quelques faiblesses, *Babel Minute Zéro* est captivant et démontre que le roman peut tout à la fois divertir et se révéler un instrument d'exploration du réel particulièrement acéré !

Henri Clément



Babel Minute Zéro, Guy-Philippe Goldstein, Folio Policier Gallimard, 8,20 euros

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

SÉCURITÉ

L'adieu aux armes ?

La dernière proposition de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, d'armer les policiers municipaux, est dans la continuité d'une politique sécuritaire basée sur le flicage systématique des citoyens et la mise en place d'un marché lucratif de la sécurité.

Hélas, ce n'est sans doute qu'un au revoir. Guéant nous a fait une fois de plus le coup de l'annonce qui fait peur: «on va armer les policiers municipaux», pour y renoncer ensuite. Mais c'est la façon sarkoziste de préparer le terrain des mauvais coups. Actuellement, pour armer (d'armes à feu) leurs policiers, les maires doivent demander une dérogation au préfet; si Guéant et le syndicat des policiers municipaux persistent, l'armement sera la règle et ce sont les maires qui n'en veulent pas qui devront demander une dérogation. Lot de consolation: les policiers municipaux vont recevoir 10000 gilets pare-balles «pour ceux qui sont armés». Alors là on s'inquiète grave: un des arguments pour armer les flics municipaux, c'est qu'on les confond avec la police nationale et qu'on leur tire dessus. Donc ceux qui ne sont pas armés seraient en danger comme les autres, mais pas protégés! Mais si on lit bien l'argument, on s'aperçoit que c'est justement parce que les policiers sont armés, ou qu'on pense qu'ils le sont, qu'on leur tire dessus. La conclusion devrait donc être de ne pas armer les policiers!



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

Quelques chiffres: en 2010, on compte plus de 18000 policiers municipaux (environ 20000 en 2011), dans 3500 communes, concentrés pour 56% dans le grand Sud-Est et la région parisienne (dont 11% autour de Paris, avec une progression de 43% entre 2003 et 2007). 5000 sont armés de «vraies armes». On dénombre 143000 policiers nationaux et 103000 gendarmes. Soit un policier pour 240 habitants. Et on peut ajouter les sociétés de sécurité privées et la «réserve civile» de la police nationale, créée en 2003 pour les policiers retraités, et que Loppsi 2 étend «aux citoyens volontaires», soit une milice de 3000 personnes. Parmi toutes les mesures inquiétantes prises par Loppsi 2, celle-ci a été très peu commentée; elle est pourtant symbolique de la fuite en avant sécuritaire: 3000 volontaires, dont les seules conditions sont d'avoir 18 ans, un casier judiciaire vierge et la nationalité française, mobilisables 90 jours par an, formés «sur le tas» et... armés!

Les effectifs de la police municipale augmentent et ceux de la police nationale diminuent (11500 en moins). Cela vous rappelle d'autres secteurs de la fonction publique? Désengagement de l'État, report des dépenses sur les finances locales, donc sur les impôts locaux – l'un des impôts les plus injustes –, critères locaux de formation et de recrutement (clientélisme)... Le développement des polices municipales, le report sur elles de toutes les missions

de «sécurité publique», est une forme de privatisation de la police qui, comme tous les services municipaux, pourrait être déléguée à des sociétés privées, et cela peut intéresser: un petit service de police municipale de cinq agents était estimé en 2007 à 68000 euros (hors rémunérations).

Le secteur de la sécurité privée est en constante expansion² et va profiter aussi de la manne du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) destiné à financer les actions locales conduites par les collectivités et les associations (51 millions d'euros pour 2011) et dont 60% devront être utilisés pour la vidéosurveillance: si une ville veut toucher des sous, elle doit s'engager à mettre des caméras qui seront fournies et gérées par des sociétés privées.

«Permis de tuer»

Pour revenir à la question de l'armement de la police (encore un marché qui rapporte!), après avoir cité Rama Yade («un policier sans arme c'est comme un lion sans dent»), on peut passer en revue avec Maurice Rajsfus³ tout l'arsenal «d'une institution qui a placé la population sous haute surveillance»: «taser, flash-ball, bombes lacrymogènes [...] décrites comme "non létales" ou "peu létales" par les humanistes du maintien de l'ordre. [...] La France est sous contrôle d'une armée de l'ordre chargée de surveiller activement des citoyens qui ne peuvent être que des "individus", dans le meilleur des cas, et

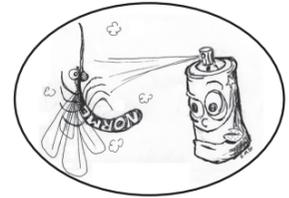
plus sûrement de possibles trublions. 65 millions de suspects potentiels.»

Les policiers sont aussi «armés» de divers «gestes techniques»: balayette, clés au bras ou à la gorge, projection au sol et genou dans le dos, qui peuvent tuer. Ainsi, une grande partie des tués par la police (2007: 19 morts, 2008: 11 morts, 2009: 10 morts, 2010: 9 morts) ne l'ont pas été par balles. Les 11 et 17 juin, nous manifestations pour demander vérité et justice pour Ali Ziri, mort à Argenteuil à la suite des «manœuvres d'immobilisation» (27 hématomes allant jusqu'à 17 cm de diamètre) et pour Lamine Dieng, à Paris 20^e, mort étouffé dans un fourgon de police, face contre terre, mains et pieds attachés, étouffé sous le poids des policiers qui l'immobilisaient.

Ces policiers, comme à Villiers-le-Bel, pour Zied et Bouna, restent impunis.
Isabelle Guichard

1. Le 18 juin, un référendum appelaient les habitants de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) à répondre à la question: «Êtes-vous favorable à la création d'une police municipale impliquant pour son financement l'augmentation des impôts locaux et/ou la réduction des prestations municipales?», 9% seulement se sont déplacés et plus de la moitié ont dit Non.
2. Chiffre d'affaires de la sécurité privée: 18334 millions d'euros (+ 72% de 2000 à 2006). Chiffre d'affaires de la vidéosurveillance: 751,3 millions d'euros en 2006.
3. Que fait la police? Bulletin d'information anti-autoritaire, numéro 49, avril 2011.
<http://quefaitlapolice.samizdat.net/>

Normicides



«Tu la nourris ta fille?», me demandent-t-on pour la troisième fois cette semaine. C'est vrai qu'elle est pas grosse mais, en même temps, elle n'a que trois semaines et, oui, je la nourris parce qu'elle manque encore sérieusement d'autonomie... En tous cas c'est ce que je pensais avant de comprendre que la bonne réponse est non: je ne l'allaite pas au sein, donc je ne la nourris pas! Un peu agressif comme vocabulaire, non? J'avais déjà eu un super tract de propagande pour l'allaitement chez la sage-femme, m'expliquant les sept points de QI que mon choix égoïste allait coûter à mon bébé, les maladies atroces qui vont lui sauter dessus faute des millions d'anticorps dont je la prive et les kilos que j'aurais plus de mal à perdre (sic)... mais je ne pensais pas être à ce point une mauvaise mère!

Comme quoi, sacrifier l'allaitement pour retourner le plus vite possible à sa vie a toujours mauvaise presse. Cela dit, pour celles qui tiennent à allaiter, pas de panique, il y a plein de moyens de se rattraper et de rejoindre le clan des mauvaises mères: les petits pots chauffés au micro-ondes, les week-end sans les enfants... dès qu'on se détache un peu de sa progéniture, les regards glacés fondent sur nous. En tout cas, moi il y a nombre de moments où je n'ai pas regretté mon choix irresponsable: vers cinq heures du matin, au troisième biberon de la nuit, quand c'est le papa qui s'est levé... Trop bien les biberons!

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repété une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous! qui le transmettra à l'équipe Normicides.

Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent, et d'inviter chacunE à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement.

courrier

FMI, une candidature alternative? M. S. (Côte d'Or): Que pense le NPA de la candidature d'Aurélien Trouvé à la tête du FMI? J'ai beau chercher dans *Tout est à nous!*, aucune réponse. Le NPA pense-t-il qu'on peut démocratiser des institutions telles que la BCE et le FMI, ou appelle-t-il à leur dissolution? Attac a demandé aux organisations syndicales de soutenir cette candidature: les syndicats peuvent-ils envoyer aux salariés un message qui reviendrait à dire «emparez-vous du FMI, c'est un terrain de lutte pour faire aboutir vos revendications»? Je m'interroge, j'aurais aimé trouver un point de vue... Que *Tout est à nous!* ouvre ses colonnes aux différentes organisations et collectifs qui

nous entourent est sans doute une bonne chose, mais si le journal ne dit rien de plus avant ou après, si l'interview n'amène pas à un débat, cela peut passer pour un soutien inconditionnel... qui interroge.

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org ou NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

LE N°22 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur la sortie du nucléaire en dix ans, un retour sur juin 1936 et le Front populaire, un compte-rendu des rencontres anticapitalistes méditerranéennes, des articles sur la Bolivie de Morales, la justice des mineurs... et bien d'autres encore!

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à: *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



BDS en procès

Un rendez-vous militant et unitaire de plus pour poursuivre et amplifier la campagne BDS, voilà le sens donné par plus de 150 personnes présentes dans et à l'extérieur de la salle d'audience du tribunal de Paris le 17 juin au procès d'Olivia Zémor, présidente du CAPJPO Europalestine. Il faut dire que, poursuivie pour avoir mis en ligne sur leur site la vidéo d'une action de boycott des produits israéliens dans le Carrefour d'Évry, Olivia a su tenir meeting, développant face au prétoire le mode d'emploi BDS tout en renvoyant dans les cordes un à un chacun des quatre avocats de la partie civile. Parmi ces derniers, l'inénarrable Gozhan, président du BNVCA, à l'origine de tous les procès des militantEs BDS, qui affiche d'ailleurs à son tableau de chasse Stéphane Hessel (éditions La Fabrique), Jacques Gaillot, Liliana Cordova (Ijan : Réseau international des juifs antisionistes), Alima Boumediene-Thiery (EÉ-LV), Géraud de la Pardelle (juriste), Ghislain Poissonnier (magistrat) et Alain Krivine (NPA). Notre camarade (contraint de dire toute la vérité après avoir juré), a revendiqué la nécessité de la campagne BDS, rappelant qu'elle était déjà présente lors des élections européennes de 2009 sur nos professions de foi, distribuées à plusieurs dizaines de millions d'exemplaires sans que la commission de propagande n'y trouve à redire. À 1 heure du matin, après neuf heures d'audience, la procureure a tenu à se démarquer de la chancellerie dans son réquisitoire, en ne demandant aucune condamnation : de quoi, pour les militants en partance pour Marseille, se gonfler à bloc pour la manif «Un bateau pour Gaza» (lire page 11). Le jugement de ce procès politique sera rendu le 8 juillet.

Omar Slaouti

L'art d'accommoder les restes

Europe Écologie-Les Verts (EÉ-LV), signataire du texte Attac-Copernic «*Exigences citoyennes sur la prise en charge de la perte d'autonomie*», présente maintenant quatre amendements, à partir de leur motion prise le 4 mai dernier. Une fois réaffirmé le rejet du système assurantiel, ce qui nous est commun, ils proposent plusieurs pistes que nous ne pouvons cautionner. Sur le financement, ils proposent de «*privilégier le financement par l'harmonisation des taux de CSG*». Ce n'est rien d'autre qu'une baisse des pensions qui ne dit pas son nom, les retraités ayant actuellement un taux de CSG moins élevé. C'est ce que proposent aussi le gouvernement et le PS. Hasard ?

EÉ-LV souhaite également que les aidants familiaux soient soutenus et que «*des personnels [...] co-construisent avec eux des solutions adaptées*». Aider les personnes de la famille, pourquoi pas, mais cet amendement remplace le texte Attac-Copernic qui dit tout autre chose : «*il faut viser à décharger les aidants familiaux en permettant leur remplacement progressif mais complet par des personnels professionnels*». EÉ-LV se contente d'aider les aidants familiaux, ce qui est la position du PS une fois de plus. Nous, en revanche, voulons en finir avec la contrainte imposée de l'entraide familiale, solution toujours préconisée par les conservateurs.

L'autre proposition est de mettre en avant l'économie sociale et solidaire au même titre que le service public. Ce label recouvre des choses hétéroclites, du Crédit mutuel aux assurances mutuelles, les Scop et les associations non lucratives. Aujourd'hui, l'immense majorité des établissements et services médico-sociaux, certaines maisons de retraite et des hôpitaux sont sous ce régime. Certes, ils ne font pas de profits et sont financés pour l'essentiel par de l'argent public. Mais leur mode de gestion s'aligne de plus en plus sur le secteur commercial : flexibilité, réduction des coûts de personnels, mise en concurrence entre établissements par les pouvoirs publics. Le résultat en est des conditions de travail de plus en plus difficiles, un service moindre auprès des usagers malgré toute la bonne volonté des personnels, une dispersion des conventions collectives et, dans le secteur de l'aide à la personne, des emplois en CDD, du temps partiel, des bas salaires, peu de possibilités de formation au diplôme d'État, la recherche du toujours plus et donc le stress, voire le chantage à la conscience professionnelle... Non lucratif peut-être, mais complètement réactionnaire vis-à-vis des salariés dans la plupart des cas.

Ce secteur est en fait sous-traitant de la commande publique et comme tous les sous-traitants il ne peut survivre qu'en pressurant le personnel. Malgré cela, beaucoup de petites associations sont au bord de la faillite, des restructurations sont en perspective et le commercial n'y est pas insensible.

Nous proposons au contraire un vrai service public de proximité, sous le contrôle des personnels et des usagers, le personnel étant de fonction publique, avec intégration des personnels des associations dans la fonction publique avec leurs avantages acquis, afin d'unifier les conditions de l'ensemble des personnels et favoriser la résistance à la volonté gouvernementale relayée par les gestionnaires d'une action sanitaire et sociale au moindre coût.

Daniel Desmé

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA Rencontres ensoleillées

On le sait, l'été est propice à toutes sortes de rencontres. Alors si vous n'êtes pas du genre à hiberner l'été, vous serez bien accueilli à Port-Leucate du 28 au 31 août pour cette troisième édition.

Des rencontres, vous en ferez sur tous les sujets, et des invitéEs, il y en aura de partout. Car notre université d'été est avant tout un espace d'ouverture où le NPA noue le dialogue avec des personnalités, des spécialistes et des militantEs de tous les horizons.

Cette année, Daniel Mermet, célèbre animateur radio de l'émission «*Là-bas si j'y suis*» sur France Inter, sera parmi nous. Compagnon de route depuis de nombreuses années de la contestation en tout genre, il nous fera partager ses nombreuses expériences et la vision de son métier de journaliste.

Autre personnalité en lutte contre le prêt-à-penser, Marie-Monique Robin, journaliste, écrivaine et réalisatrice de nombreux documentaires, viendra nous présenter deux d'entre eux : le dernier en date *Notre poison quotidien*, consacré à la malbouffe et aux poisons dans nos assiettes, ainsi qu'un documentaire plus ancien consacré à l'aide accordée par l'État français aux dictatures sud-américaines. Et elle n'oubliera pas non plus de nous parler de l'agro-business et des OGM auxquels elle avait consacré un fameux documentaire, *le Monde selon Monsanto*.

L'expertise n'empêche pas le militantisme, et nous pourrions ainsi profiter de l'éclairage engagé de différents invités. Ainsi, le sociologue Saïd Bouamama

abordera avec nous lors de différents ateliers les problématiques liées à la lutte contre les discriminations, en particulier dans les quartiers. Éric Toussaint, animateur du CADTM, nous expliquera les ressorts de la dette au Nord comme au Sud et les moyens de résister à ce piège. Daniel Tannuro, ingénieur agronome et militant belge pour l'écologie sociale, viendra nous parler, entre autres, de la question centrale des ressources énergétiques et nous présenter son dernier livre, *L'impossible capitalisme vert*. Kaïssa Tissous, militante de la question du logement dans les quartiers populaires, interviendra sur ce thème.

Dans le cadre de la Société Louise-Michel présente à notre université d'été depuis la première année, il y aura aussi variété des disciplines et des savoirs. Gus Massiah, figure centrale du mouvement altermondialiste, Edwy Plenel, fondateur de *Mediapart*, Elizabeth Claverie, directrice à l'EHESS en anthropologie, Luc Boltanski, sociologue, Claude Calame, spécialiste de la Grèce antique... ils seront tous présents à Port-Leucate. De la question stratégique aux passions religieuses, de l'État et des institutions à la révolte, les sujets seront nombreux et variés. Il y aura même une soirée spectacle jouée par des comédiens professionnels autour de textes de Daniel Bensaïd.



Et pour celles et ceux à qui cet inventaire – incomplet – ne suffit pas, précisons enfin que cette année encore il faudra être sérieusement polyglotte. Des invités tunisiens et égyptiens pour nous parler des révolutions du monde arabe, un militant de la cause paysanne venu du Bangladesh, des militantEs de la gauche anticapitaliste européenne (dont notre camarade Esther Vivas de l'État espagnol) nous feront vivre les résistances internationales aux politiques d'austérité. Mais que l'on se rassure, les traductions seront toutes assurées.

Vous l'aurez compris : le meilleur endroit pour faire les plus belles rencontres de l'été, ce sera cette année encore l'université d'été du NPA. On vous y attend !

La commission Université d'été

Plus d'information sur le site national du NPA : <http://www.npa2009.org/universite-d-ete>

Automobile : une mobilisation à construire

Voilà maintenant deux semaines que la CGT a rendu public le plan de restructuration du groupe PSA entraînant la fermeture de trois sites – Aulnay (93), SevelNord (59) et Madrid – et la suppression de plusieurs milliers d'emplois directs et indirects. Un moment déstabilisé, la direction du groupe a patiemment mis en place une stratégie de contre-communication pour mieux masquer ses projets. D'après elle, le projet dévoilé date de l'époque du plus profond de la crise et n'est plus d'actualité. Ce contre-feu est largement soutenu par le gouvernement qui n'a pas lésiné sur les aides substantielles en millions d'euros et qui vise surtout le report de toute décision au-delà des présidentielles et des législatives de 2012. Tout aussi logiquement, le syndicat pro-patronal SIA

dénonce le dévoilement du projet par la CGT comme une opération visant à semer la peur et à la récupérer politiquement. Dans le même temps, la direction consulte le comité d'entreprise d'Aulnay sur l'augmentation des cadences et continue de mettre en place les équipes de week-end à Poissy avec l'accélération des cadences, le travail de nuit à Rennes et le travail gratuit le samedi à Mulhouse. Le tout n'a comme objectif que de faire douter les salariéEs. CertainEs, usés par le travail, pourraient voir comme une aubaine des charettes de retraites anticipées. Pour d'autres, la fatalité le dispute aux doutes sur la possibilité de construire le rapport de forces nécessaire pour faire reculer le patronat. Et la tentation d'attendre 2012 est perceptible. Pourtant, s'il ne faut rien attendre du gouvernement

actuel (en dehors de l'envoi des flics), souvenons-nous de l'abandon du site de Vilvoorde ou des salariés de Michelin par le gouvernement Jospin. C'est bien dès maintenant, par la mobilisation, que nous pouvons bloquer les plans patronaux. L'appel à la grève et à manifester par les syndicats de la métallurgie CGT du Nord Pas-de-Calais, le jeudi 7 juillet à 10 heures à Valenciennes, peut être le point de départ d'une telle mobilisation. Au-delà du soutien, de la solidarité, la présence à ce rassemblement de représentantEs d'un grand nombre d'entreprises de la branche venuEs de France et, pourquoi pas, d'Espagne, sera l'occasion de la mise en commun de nos revendications et d'une construction de la mobilisation.

Robert Pelletier

Livry-Gargan : récit d'une belle bataille

La direction courrier de La Poste de Seine-Saint-Denis a décidé de fermer le centre courrier de Livry-Gargan et de transférer son personnel au centre de Sevran dès novembre 2011. Cette décision cinglante n'est pas négociable. Elle prépare une dégradation certaine des conditions de travail et du service aux usagers, des déplacements, voire des suppressions d'emplois. Les compensations proposées sont dérisoires. L'entreprise manipule et comprime ses salariés comme de vulgaires citrons.

Dans le centre de Livry-Gargan, la colère monte. Une pétition de refus de fermeture recueille plus de 6000 signatures dans la ville. Le 23 mai, la grève est lancée. Un piquet de grève se met en place. Des représentants syndicaux 93 de La Poste (Sud PTT, CGT, CFDT et FO) sont au service de la grève. Les assemblées générales de grévistes décident des initiatives. Des politiques sont en appui local. Des responsables politiques centraux viennent apporter leur soutien (Jean Desessard pour EÉ-LV et Olivier Besancenot).

Le 3 juin, la direction de La Poste de Bobigny accepte de délocaliser le personnel de Livry-Gargan à Clichy-sous-Bois et non plus à Sevran. Mais faute de concessions supplémentaires suffisantes, la grève continue. La reprise du travail ne se fait que le 11 juin, après 19 jours de grève.

Les préavis de grève déposés par les syndicats 93 de La Poste pour le 14 juin sont levés. La reprise du travail est décidée la rage au cœur. D'une part, parce que le changement de pied de la direction lui permet de faire passer l'essentiel : la suppression du centre de courrier de Livry-Gargan. D'autre part, parce que les concessions chiffrées de la direction sont jugées trop faibles par les grévistes : paiement de trois jours de grève et échange de trois autres jours avec trois jours de congés payés travaillés, prime de délocalisation de 150 euros, deux jours de RTT, retrait de salaire pour grève à raison de deux jours par mois à compter du salaire de juin 2011, annulation des menaces de sanctions individuelles et de la prévision

de réorganisation des équipes en novembre 2011.

Les pertes de salaire devenant préoccupantes, les mobilisations à La Poste en Seine-Saint-Denis prévues pour le 14 juin sont trop aléatoires pour contraindre la direction à de nouveaux reculs partiels. Cependant les acquis qualitatifs de la grève dépassent largement la simple addition des quelques résultats chiffrés. Les factrices et les facteurs de Livry-Gargan ont en effet mené une belle bataille de lucidité, de courage et de fraternité. Les grévistes ne sont pas responsables de l'isolement de la grève, les médias n'ont pas fait leur travail d'information. La direction courrier 93 de La Poste et sa hiérarchie n'ont cessé de désinformer le public, de chercher à diviser les grévistes. Des mauvais coups sont à prévoir dès l'installation à Clichy-sous-Bois. Nos amis et nos camarades ont tout intérêt à tirer les leçons de cet engagement et à maintenir leur vigilance, leur cohésion pour demain.

Comité NPA Sevran (correspondant L. G.)



Quand les M-real s'imposent.

La mobilisation a imposé une table ronde tous les quinze jours en présence de tous les acteurs. Sans illusions, c'est au moins le moyen de savoir ce que chacun fait vraiment pour chercher un repreneur sérieux. Le conseil général de l'Eure s'est prononcé à l'unanimité (!), au cas où M-real partirait, pour le gel de ses avoirs, le remboursement des crédits publics et l'obligation de dépolluer. Il exige aussi une intervention de l'État « pour trouver un repreneur sérieux, un papétier qui mette en place un véritable projet industriel basé sur la diversification des productions et assurant le maintien et le développement de l'emploi, conformément aux annonces de M. Le Maire, ministre de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire », par ailleurs élu régional. On verra bien si des actes suivent, mais c'est déjà l'effet de la lutte. Rendez-vous le 30 juin à Alizay pour un rassemblement national de la branche papetière et des entreprises de la région, « pour le gel de toutes les suppressions d'emploi ».

La mort annoncée de la justice des mineurs.

Le gouvernement profite de la loi sur la mise en place de jurys populaires dans les tribunaux correctionnels, qui passe en première lecture en procédure accélérée, le jeudi 23 juin, pour introduire des dispositions qui enterrent la spécificité de la justice des mineurs. Dans l'indifférence générale, il crée un tribunal correctionnel pour mineurs et

diminue le rôle des juges pour enfants. En créant des centres fermés et des prisons pour mineurs et en fermant les foyers ouverts et les dispositifs d'insertion, le gouvernement avait déjà fait son choix : réprimer, enfermer et non plus éduquer. Cette réforme va jusqu'au bout de cette logique et constitue une régression extrêmement grave. De fait, c'est quasiment l'alignement du régime pénal des mineurs sur celui des majeurs. En effet, une justice expéditive est mise en place qui ne donne plus le temps à l'adolescent d'évoluer. Seul l'acte sera pris en compte au détriment à la fois du contexte familial et social et de l'évolution de l'adolescent. Se rapprochant des comparutions immédiates pour les majeurs, le procureur pourra renvoyer les mineurs en jugement dans le cadre de dispositions pratiquement identiques à celles de la loi Loppsi 2 qui viennent d'être censurées par le Conseil constitutionnel ! Les conditions d'âge et de peines encourues sont tellement extensives qu'elles s'appliqueront à tous. Les organisations représentatives au sein de la justice des mineurs : FSU, le SNPES-PJJ/FSU (majoritaire à la Protection judiciaire de la jeunesse), la CGT PJJ, le Syndicat de la magistrature (SM), le Syndicat des avocats de France (SAF), l'Association des magistrats de la jeunesse et de la famille (AMJF) appellent à un rassemblement devant l'Assemblée nationale jeudi 23 juin à 18 heures, soutenu par d'autres organisations et associations dont le NPA.

Double peine pour les personnes âgées.

Le gouvernement commence à préciser ses intentions sur le financement de la dépendance. Peut-être pas d'augmentation généralisée de la CSG pour le moment (à vérifier en juillet), mais pour les retraités, si. Cette turpitude avait été déjà évoquée lors du débat sur la contre-réforme des retraites. Il s'agit d'aligner la CSG pour tous les retraités imposables sur celle des actifs. Ce sera donc une perte nette du pouvoir d'achat de ceux-ci, entre 1 et 2% ! On sera donc vieux, éventuellement en perte d'autonomie, et on se paiera - via la CSG, plus les assurances, plus le ticket modérateur - la plus grande partie de l'Allocation perte d'autonomie. Le gouvernement reprend d'une main ferme ce qu'il donne, chichement, de l'autre. Une escroquerie, en somme.

Répression et ruses monarchiques au Maroc.

Au moment où la monarchie dévoile le contenu très limité de sa révision constitutionnelle, sa justice aux ordres condamne des militants associatifs. À Bouarfa, au sud-est du Maroc, dix militants associatifs ont été condamnés le 17 juin à des peines allant de deux ans et demi à trois ans de prison. On leur reproche des « incitations à la violence contre les forces de l'ordre ». En fait, ils participaient à un sit-in pacifique de diplômés-chômeurs qui a été chargé par la police le 24 mai. Parmi eux, Saddik Kabbouri, militant local de la

Le chiffre

3 000

C'est le nombre d'élèves d'Île-de-France dont la copie de bac de philo n'a pas de correcteur. Bien que tous les profs de philo y compris ceux de prépas et les retraités aient été réquisitionnés, ils ne sont pas assez pour corriger toutes les copies. C'est le double effet Kiss cool du non-remplacement d'un prof sur deux partant à la retraite. D'après Nicolas Franck de l'association des professeurs de philo de l'enseignement public, « il y a moins de profs et plus de candidats au bac, c'était la chose la plus bête à prévoir »...

55 postes de profs de philo ont en effet été supprimés ces dernières années dans les trois académies de Créteil, Paris et Versailles. Cela n'empêche pas le ministre de l'Éducation, Luc Chatel, qui ne sait décidément pas compter, de proposer que la philo soit enseignée dès la seconde !

Confédération démocratique du travail (CDT), initiateur d'un réseau qui s'est battu avec succès contre le prix excessif de l'eau potable dans cette région victime de la sécheresse. Depuis le début du Mouvement du 20 février, les jeunes mobilisés sont considérés comme des ennemis de l'État. Les propositions de réforme constitutionnelle faites par le roi seront soumises à un référendum le 1^{er} juillet. Le Mouvement du 20 février, qui considère que ces mesures maintiennent le pouvoir quasi absolu d'un roi qui reste le commandeur de l'armée, de la justice et des croyants, appelle à une Assemblée constituante et à de nouvelles manifestations d'ici le référendum.

Les indignés à l'offensive en Espagne.

Le mouvement 15-M (15 mars) des indignados ne faiblit pas. À plus de 200 000, ils ont de nouveau manifesté dimanche dans toutes les grandes villes de l'État pour dénoncer leur situation de chômage (45% des 18-25 ans !) et les mesures

d'austérité prises par le gouvernement socialiste de Zapatero. Encore plus nombreux que lors de la première vague du 15 mai, ils ont dénoncé les violences policières et affirmé leur refus de faire les frais de la crise dont les banquiers sont responsables. Une nouvelle étape commence avec des marches des indignés, comme celle qui a quitté Valence lundi 20 juin et doit aboutir, en 34 jours, à Madrid le 23 juillet. D'autres marches partiront de Barcelone et Cadix. Les marcheurs participeront à des assemblées populaires dans toutes les villes et tous les villages traversés. Pendant ce temps, après avoir réduit les indemnités de licenciement l'année dernière, le gouvernement vient d'offrir par décret aux patrons la flexibilité totale en leur permettant de modifier à tout instant les horaires de travail en fonction de la charge de travail et le patronat exige de nouvelles mesures de baisse des salaires.

RELAXE pour les seize postiers des Hauts-de-Seine !



Lundi 20 juin, plus de 200 personnes dont Arlette Laguiller, Benoît Hamon, Pierre Laurent, Gérard Filoche, Nicolas Hulot... sont venues devant le tribunal de Nanterre pour soutenir les seize postiers accusés de séquestration. Ils risquent une peine de prison de cinq ans et 75 000 euros d'amende. (PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO)

NO COMMENT

Nous serions ainsi contraints d'accepter tous ceux [les immigrés] qui viendraient dans notre maison France. Il faut refuser cette réalité. [Il faut] limiter y compris l'immigration régulière.

ANDRÉ GERIN, DÉPUTÉ PCF DU RHÔNE, LE 20 JUIN.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®